**Programme INTERREG 2 MERS 2014-2020**

**CAHIER DES CHARGES**

**PREPARE et PROPOSE**

**AUX CONTROLEURS DE 1ER NIVEAU DU PROJET « ENSURE »**

**Date du projet : Du 22/11/2019 au 30/09/2022**

**IMPORTANT : Seuls les cabinets de contrôle présélectionnés par la région Hauts-de-France peuvent répondre à cet appel d’offre**

**INTRODUCTION**

Notre Structure a reçu en novembre 2019, l’accord de partenariat pour un projet déposé dans le cadre du Programme INTERREG 2 MERS. Conformément aux règles établies dans ce programme et les différentes procédures obligatoires s’y rapportant, il nous appartient de procéder au choix du contrôleur de 1er niveau chargé de contrôler nos dépenses. La Région Nord Pas de Calais Picardie a déjà sélectionné les cabinets qu’il nous appartient de consulter pour la mise en concurrence.

Afin d’apporter à chacun d’eux tous les éléments nécessaires au calcul de l’offre, nous avons établi le présent cahier des charges qui reprendra les points suivants :

1. INFORMATION SUR LA STRUCTURE PARTENAIRE
2. RESUME DU PROJET « ENSURE »
3. BUDGET DU PROJET
4. COMPOSITION DE L’OFFRE DE PRIX

**1. STRUCTURE PARTENAIRE**

**Forme juridique :** Association LOI 1901

**Nom de l’ASSOCIATION :** Association Community

Adresse de son siège social : Rue Aristide Briand – BP 60085- 62510 ARQUES

Téléphone : 03.21.88.37.37 Télécopie : 03.21.88.37.39

Courriel : csjf.community@gmail.com - Site internet **:** http://community-asso.org/

Présidente : **OBEIN Yolaine**

##### Directeur : CLABAUX Sylvain

Directrice Adjointe : VASSEUR Nathalie

Courriel : community.direction@gmail.com

Numéro Siret : 383 554 649 000 20

Numéro récépissé en préfecture : W 625000058

Date de publication de la création au Journal Officiel : Création JO n°44 du 30.10.1991

**Statuts : dernière modification 18.12.18**

**Membres CA et Bureau : dernière liste mise à jour 25.04.2019**

**Agrément(s) administratif(s)**

Type d’agrément : attribué par en date du

Centre Social : CAF du Pas de Calais de janv. 2020 à déc. 2023

***Animation Globale***

***Animation Collective Famille***

Education Populaire. DDJS 62 25.07.08 N°62EP08-006

Espace de Vie Sociale : CAF du Pas de Calais de juil. 2018 à déc. 2020

**Association non reconnue d’utilité publique et disposant d’un commissaire aux comptes.**

**Numéro IDCC 1261** : Convention collective nationale des acteurs du lien social et familial : centres sociaux et socioculturels, associations d'accueil de jeunes enfants, associations de développement social local du 4 juin 1983. Etendue par arrêté du 22 janvier 1987 JORF 12 février 1987.

***Rappel:*** Extrait de la charte fédérale des Centres Sociaux adoptée à l’Assemblée Générale d’Angers en 2000.

 « Le centre social et socio-culturel entend être un foyer d’initiatives porté par des habitants associés appuyés par des professionnels capables de définir et de mettre en œuvre un projet de développement social pour l’ensemble de la population d’un territoire ».

***L’Association Community est:***

- Ouverte à tous, sans distinction d’âge, d’origine.

- Permet aux habitants de se rencontrer, de recueillir des informations, des conseils, dans un endroit

 où chacun donne et reçoit, soutient les personnes en difficulté, lutte contre toutes les exclusions.

- Un lieu de convivialité et d’entraide.

- Un lieu d’animation de(s) quartier(s) et de lien social.

- Un lieu d’accompagnement de la vie associative et de tous les projets personnels ou collectifs.

***L’Association Community a pour o*bjet:**

- D’animer, gérer, coordonner et promouvoir les actions socio culturelles, l’accueil des usagers et

 des habitants, leur permettre de s’exprimer et de s’insérer dans la vie de la cité.

- D’organiser des manifestations tout public et permettre aux personnes de s’investir dans leur

 temps libre par le biais d’activités valorisantes et formatrices.

- De proposer des permanences d’aide, d’écoute et d’orientation.

***Activités principales réalisées:***

Nous travaillons avec différents publics, sur plusieurs thématiques, répartis en secteurs d’activités:

- Secteur petite enfance/enfance (2-11ans): Activités éducatives, de loisirs et d’accompagnement à la scolarité.

- Secteur jeunesse 11-17 ans: Activités éducatives, de loisirs et d’accompagnement à la scolarité.

- Secteur jeunesse 16-25 ans: Activités éducatives, de prévention de la délinquance et de lutte contre les exclusions.

- Secteur adulte et inter génération: Activités liées à la santé, la prévention du vieillissement, le multimédia,

 la parentalité et l’insertion sociale.

- Secteur animation du territoire et vie locale: Point Information Jeunesse, Engagement des jeunes,

 manifestations locales, prestations liées à l’encadrement d’activités éducatives…

**Union, fédération ou réseau auquel est affiliée votre association *:*** Fédération des Centres Sociaux du Pas de Calais.

**2. RESUME DU PROJET « ENSURE – Everybody counts – Vulnerable people »**

**Favoriser l’inclusion des personnes en situation de vulnérabilité dans les dispositifs d’accompagnement existants**

A travers la zone 2 Mers (Angleterre, Nord France, Belgique et Pays-Bas), un nombre de plus en plus important de personnes en situation de vulnérabilité se retrouve isolé, avec des besoins auxquels les services et organismes d’accompagnement du social, de la santé, de l’emploi ne sont actuellement pas en mesure de répondre. En effet, les dispositifs d’accompagnement existants déterminent souvent l’éligibilité des personnes via des critères précis. Aussi, les personnes ne répondant pas à tous ces critères, sont laissées pour compte, bien qu’elles rencontrent des difficultés. Par ailleurs, certains groupes d’individus souffrent des « étiquettes » qui leur sont attribuées et n’ont donc pas la possibilité de bénéficier d’un soutien adapté.

Le projet ENSURE définira ainsi un nouveau modèle d’accompagnement permettant une meilleure prise en compte des personnes en situation de vulnérabilité, du fait de leur contexte. Il s’agira d’une part de mettre en œuvre une communauté de soutien pairs-à-pairs, favorisant le renforcement du pouvoir d’agir des personnes vulnérables. D’autre part, le projet prévoit la création de programmes de formation avec et à destination des professionnels (social, santé, emploi, etc.) pour qu’ils puissent intégrer dans leurs pratiques d’accompagnement une approche plus inclusive.

L’aspect transfrontalier et européen de ce projet permet un échange de savoir-faire, de compétences et d’études entre les différents partenaires voisins. Ce projet se déroulera sur 32 mois, du 01 Février 2020 au 30 Septembre 2022 (date de déroulement des actions).

**3. BUDGET DU PROJET**

**3.1 : nombre de claims**

Le nombre de déclarations de dépenses a été fixé à une moyenne de 2 par an, le calendrier est le suivant :

* 1ère remontée : date limite 01/10/2020 pour les dépenses acquittées entre le démarrage du projet 22/11/2019 et le 31/08/2020
* 2ème remontée : date limite 01/01/2021 pour les dépenses acquittées entre le 01/09/2020 et le 30/11/2020
* 3ème remontée : date limite 01/07/2021 pour les dépenses acquittées entre le 01/12/2020 et le 31/05/2021
* 4ème remontée : date limite 01/01/2022 pour les dépenses acquittées entre le 01/06/2021 et le 30/11/2021
* 5ème remontée : date limite 01/07/2022 pour les dépenses acquittées entre le 01/12/2021 et le 31/05/2022
* 6ème remontée : date limite 01/10/2022 pour les dépenses acquittées entre le 01/06/2022 et le 30/09/2022 (fin du projet)

**Nb : les dépenses rejetées nécessitant des compléments d’informations pour pouvoir être retenues, seront éventuellement redéposées sur les remontées suivantes afin de ne pas bloquer les paiements.**

Les remontées de dépenses devront impérativement être certifiées, dans un délai de 15 jours calendaires au plus tard, à partir de la date d’envoi (EEP) de la remontée de dépenses et des justificatifs au contrôleur de premier niveau.

**3.2 : Budget global**

Le nombre de salariés affectés au projet est de 5 minimums, nous retrouvons les postes suivants :

1. Directeur Général de l’Association Community, chargé notamment du management et du suivi opérationnel global
2. Directrice Adjointe/ responsable administratif et financier, chargée notamment de la partie budgétaire
3. Responsable Mobilité et Coopération Internationale, chargée de la coordination et de la mise en œuvre du projet
4. Chargée de Projet Européen qui interviendra dans le suivi et la mise en œuvre des activités
5. Chargée de Projet Economie Sociale et Solidaire qui interviendra également dans la mise en œuvre des activités

Il pourra y avoir 1 à 2 salariés supplémentaires qui viendront en complément sur les WP 1-2-3.

Les frais de personnel sont calculés sur la base des frais réels.

|  |
| --- |
| **ENSURE “Everybody Counts – Vulnerable people”** **BUDGET GLOBAL - Début 22/11/2019 - Fin 30/09/2022 - INTERREG 2 MERS** |
|
|  |  |  |  |  |  |  |
| **MONTANT DU BUDGET GLOBAL = 481 133.40 €** | Staff cost | office and adm (15% SC) | travel accommodation | external expertise | equipement | TOTAL |
| **PART FEDER = 288 680.04 €** |
| WP0 : PREPARATION |  - €  |  - €  |  - €  |  375.00 €  |  - €  |  **375.00 €**  |
| WP1 : DEVELOPPER, IMPLANTER ET EVALUER UN NOUVEAU MODELE 2 MERS POUR LES PERSONNES VULNERABLES  |  80 700.00 €  | 12 105.00 €  |  15 000.00 €  |  6 000.00 €  |  3 000 €  |  **116 805. 00 €**  |
| WP2 : DEVELOPPER ET IMPLANTER UN PROGRAMME DE FORMATION A DESTINATION DES PERSONNES VULNERABLES D’UNE PART ET DES PROFESSIONNELS DE LA SANTE, DU SOCIAL ET DE L'EMPLOI D’AUTRE PART, AFIN DE FAVORISER LA PRISE EN COMPTE DES PERSONNES VULNERABLES DANS LES DISPOSITIFS EXISTANTS |  107 680.00 €  |  16 152.00 €  |  15 000.00 €  |  18 000.00 €  |  6 000 €  |  **162 832. 00 €**  |
| WP3 : MANAGEMENT |  94 938.00 €  |  14 240.70 €  |  6 000.00 €  |  13 500.00 €  |  3 500 €  |  **132 178.70 €**  |
| WP4 : COMMUNICATION |  42 298.00 €  |  6 344.70 €  |  6 000.00 €  |  9 500.00 €  |  4 800.00 €  |  **68 942.70 €**  |
| **TOTAL** |  **325 616.00 €**  |  **48 842.40 €**  |  **42 000.00 €**  |  **47 375.00 €**  |  **17 300.00 €**  |  **481 133.40 €**  |

**3.2 : Budget par période**

|  |  |
| --- | --- |
|   | **ENSURE “Everybody Counts – Vulnerable people” BUDGET GLOBAL - Début 22/11/2019 - Fin 30/09/2022 - INTERREG 2 MERS** |
|   | **Budget global**  | **Nov 19 Août 20** | **Sep 20 Nov 20** | **Dec 20 Mai 21** | **Jun 21 Nov 21** | **Dec 21 Mai 22** | **Jun 22 Sep 22** |
| **WP0** | 375,00 € | 375,00 € |   |   |   |   |   |
| **WP1** | 116 805,00 € | 30 918,97 € | 10 306,32 € | 20 612,65 € | 20 612,65 € | 20 612,65 € | 13 741,76 € |
| **WP2** | 162 832,00 € | 43 102,59 € | 14 367,53 € | 28 735,06 € | 28 735,06 € | 28 735,06 € | 19 156,71 € |
| **WP3** | 132 178,70 € | 34 988,48 € | 11 662,83 € | 23 325,65 € | 23 325,65 € | 23 325,65 € | 15 550,44 € |
| **WP4** | 68 942,70 € | 18 249,54 € | 6 083,18 € | 12 166,36 € | 12 166,36 € | 12 166,36 € | 8 110,91 € |
| **TOTAL** | **481 133,40 €** | **127 634,58 €** | **42 419,86 €** | **84 839,72 €** | **84 839,72 €** | **84 839,72 €** | **56 559,81 €** |

**4. COMPOSITION DE L’OFFRE DE PRIX**

* Une offre de prix détaillée constituant **la tranche ferme du marché** est demandée, elle devra comporter :
1. Une offre de prix par déclaration de dépenses ; sachant qu’après chaque date limite de saisie, vous disposez de 15 jours calendaires pour réaliser votre contrôle (cf. calendrier des remontées).
2. Une offre de prix pour un contrôle sur place. En effet, suivant la procédure du programme INTERREG 2 MERS, un contrôle sur place doit avoir lieu au cours de la période d’éligibilité du projet. Le prix inclura les frais de déplacement notamment liés aux formations de contrôles et réunions de suivi ainsi que les éventuels plans de reprise liés au contrôle de premier niveau. Aucune facturation hors contrat ne pourra nous être demandée.
* Une offre de prix pour **la tranche conditionnelle** sera remise et comprendra l’ensemble des prestations liées aux contrôles de second niveau, audits des autres instances de contrôle nationales et européennes en incluant les frais de déplacement.

Pour information, l’assistance lors des contrôles d’opérations pourrait intervenir après le dernier paiement dans la limite de 4 années.

* En cas de retrait par l’Autorité Nationale de l’habilitation accordée à votre cabinet, il est demandé de prévoir dans votre offre, une clause de rupture de la contractualisation et l’arrêt de la facturation sans frais à notre charge.